



Communiqué de la FSU Mayotte : grève du 1 février 2024 et boycott du comité social académique du 2 février.

Déclassement de la profession enseignante et promesse non tenue

Aujourd'hui 1 février se déroule une grève nationale intersyndicale à laquelle la FSU appelle. Il s'agit de dénoncer l'effondrement de l'éducation. Ce secteur déterminant pour l'avenir de nos jeunes n'est plus attractif. Tous les sondages montrent que la raison principale en est la faiblesse des salaires et les mauvaises conditions de travail, problème des effectifs notamment. Le Président de la République doit tenir sa promesse de 10% d'augmentation pour toutes et tous. Nous dénonçons les effets d'annonce continus et sans suite tels que « l'école est la mère des batailles » claironnés par le Premier Ministre.

Baisse d'attractivité à Mayotte

Cela fait des années que la FSU Mayotte dénonce également la baisse d'attractivité de Mayotte et demande des mesures incitatives, hausse de l'indexation notamment. La feuille de route du précédent recteur doit être reprise et les mesures enfin appliquées.

Crise de l'insécurité

Mais le gouvernement semble sourd à nos demandes. Pourtant, l'éducation nationale paie également un lourd tribut à l'insécurité. Aujourd'hui c'est le collège de Koungou qui est en droit de retrait mais quel sera le prochain ? La FSU Mayotte comprend la colère des habitants de Mayotte qui, comme nos collègues, n'en peuvent plus de ne pas pouvoir vivre et travailler en paix. La FSU Mayotte n'acceptera pas dans ce contexte les pressions et les intimidations que pourrait exercer la hiérarchie sur nos collègues empêchés de se rendre sur leur lieu de travail. La FSU Mayotte soutient le droit de retrait actuellement en cours au collège de Koungou. La FSU MAYOTTE exige plus que jamais un plan massif d'investissement dans les services publics pour répondre aux enjeux socio-économiques et sécuritaires du territoire. Il faut plus d'état à Mayotte.

Mépris

Dans ce contexte, le gouvernement n'a toujours pas nommé de ministre des outre-mer. Est-ce ainsi que le Premier Ministre montre son intérêt pour Mayotte ? A l'éducation, nous avons bien une ministre à mi-temps (éducation et JO) mais qui se permet de dénigrer d'emblée le réseau public d'éducation et ses personnels. Ses

propos ne doivent rien au hasard et ne sont pas une erreur ou une maladresse. Ils portent le mépris de plus en plus assumé de cette majorité pour l'école publique. Elle continue la politique du choc des savoirs entamé par M. le Premier Ministre que nous dénonçons car synonyme de pertes en moyens d'accompagnement et en enseignements pour nos élèves. Elle continue la réforme de la voie pro qui conduit à la perte de nombreuses heures d'enseignement pour nos élèves. Elle poursuit la mise en place de dispositifs coûteux, douteux et inutiles (SNU, stage en seconde).

Promesse non tenue

Par ailleurs, nous attendons toujours que les collègues contractuels puissent cotiser à l'IRCANTEC comme dans tous les autres territoires de la République. Pourquoi ce retard alors que Monsieur le Recteur nous avait parlé d'une mise en place le 1 janvier ?

Pour toutes ces raisons, nous appelons à la grève du 1 et au boycott du comité social académique qui doit se tenir le 2 février. Nous demandons également la réunion de la F3SCT.